

PRÉFET DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer

Service de l'environnement et du littoral

Bureau police de l'eau

Amiens, le 18 avril 2018

Dossier suivi par : Philippe DESPREAUX

Tel : 03 22 97 23 10 – Fax : 03 22 97 23 08

Courriel : philippe.despreaux@somme.gouv.fr

La Responsable du bureau de la police de l'eau,

Monsieur,

Après instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, enregistré sous le numéro : 80-2018-00071, concernant :

**l'agrandissement d'une mare à hutte
sur le territoire de la commune de Cayeux-sur-Mer
(parcelle cadastrée D 423)**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 21 mars 2018, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- les travaux devront permettre un enrichissement de l'écosystème de la mare et de ses abords,
- les produits extraits, d'un volume estimé à 2500 m³, seront étalés sur des terres agricoles cultivées si non exportés hors de toute zone humide, hors de toute zone Natura 2000, hors de toute zone inondable, sans remblai sur place ni sur pâturages,
- pour minimiser les impacts sur la faune, vous éviterez de réaliser les travaux pendant la période de nidification étalée de mars à juillet.

Le bureau de la police de l'eau sera informé de la date de réalisation des travaux.

Toutefois, ceci ne préjuge pas des autorisations qui seraient nécessaires à d'autres titres.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice objet de votre déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter du présent courrier, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent à la mairie de la commune de Cayeux-sur-Mer où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) pour information. Ces documents

Monsieur Stéphane POULET
45 rue Isaïe Sellier
80 130 Friville-Escarbotin



seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens – 14, rue Lemerchier – CS 81 114 – 80 011 Amiens Cedex 01, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de Cayeux-sur-Mer, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Aurélie SAISOU

